

# Diagnostics de Performance énergétique de 28 résidences du Fonds Calédonien de l'Habitat

---

*Pièce n° 2 – Cahier des Clauses Particulières*  
N° de marché : N°02-XXXXX-2026

**Marché privé de Prestation Intellectuelle**  
**Titulaire : Noms**

## Table des matières

<b>ARTICLE 1 – GÉNÉRALITÉS .....</b>	<b>3</b>
1.1 Eléments de la mission de maîtrise d'œuvre .....	3
1.2 Pièces constitutives du marché .....	3
1.3 Nantissement .....	3
1.4 Sous-traitance .....	3
<b>ARTICLE 2 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>3</b>
2.1 Caractère des prix .....	3
2.2 Modalités de paiement .....	3
2.3 Règlement des comptes .....	3
2.4 Demandes d'acomptes et factures dématérialisées .....	4
<b>ARTICLE 3 - DÉLAIS - PÉNALITÉS POUR RETARD .....</b>	<b>4</b>
3.1 Phase de réalisation des études .....	4
3.1.1 Établissement des documents d'études .....	4
3.1.2 Réception des documents d'études .....	4
3.2 Phase de suivi d'exécution des travaux .....	5
<b>ARTICLE 4 - EXÉCUTION DE LA MISSION .....</b>	<b>5</b>
4.1 Contacts et communication .....	5
4.2 Engagement du prestataire .....	5
4.2.1 Engagement généraux : .....	5
4.2.2 Engagement particuliers : .....	6
4.3 Engagement du MO .....	6
4.4 Organisation de la mission .....	6
4.4.1 Déroulement de la mission .....	6
4.4.2 Modalités de réalisation de l'étude .....	7
4.4.3 Rendus .....	8
Rendu intermédiaire .....	8
Rendu définitif .....	8
<b>ARTICLE 5 - ACHÈVEMENT DE LA MISSION - RÉSILIATION DU MARCHÉ - CLAUSES DIVERSES .....</b>	<b>8</b>
5.1 Achèvement de la mission .....	8
5.2 Résiliation du marché .....	8
5.2.1 Résiliation pour événements extérieurs au marché .....	9
5.2.2 Résiliation pour événements liés au marché .....	9
5.2.3 Résiliation à l'initiative du MO .....	9
5.2.4 Résiliation contractuelle aux torts du MOE .....	9
5.3 Assurance – Obligations fiscales et sociales .....	11
5.4 Modification du contrat .....	11
5.5 Compensation conventionnelle .....	11
5.6 Election de domicile – Attribution de juridiction .....	11

**ARTICLE 1 – GÉNÉRALITÉS****1.1 Éléments de la mission de maîtrise d'œuvre**

La liste des éléments de mission est définie à l'article 2.1 de l'Acte d'Engagement.

Le contenu des éléments de mission est précisé dans le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP).

**1.2 Pièces constitutives du marché****a) Pièces particulières :**

- l'Acte d'Engagement (AE),
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP),

**b) Pièces générales :**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au moment de la remise des offres, ils sont réputés connus des parties de par l'habilitation décernées au prestataire. Les personnes habilitées « DPE NC » sont reconnues pour leurs engagements de qualité par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Les noms des personnes habilitées « DPE NC » doivent figurer sur la liste consultable sur le site internet <https://dimenc.gouv.nc> ou apporter la preuve de la formulation d'une demande d'habilitation auprès du service Énergie de la DIMENC. Le prestataire réalise l'étude DPE commandée dans le respect des règles professionnelles et des textes réglementaires applicables en Nouvelle-Calédonie.

**1.3 Nantissement**

Si le Titulaire du marché en fait la demande, le MO lui remettra copie certifiée conforme de l'Acte d'Engagement du présent marché.

Cette pièce formera titre en cas de nantissement et est délivrée dans ce but en un unique exemplaire.

En cas de sous-traitance avec délégation de paiement, il est rappelé au Titulaire ayant précédemment nant son marché, qu'il devra annuler son précédent nantissement auprès de sa banque avant toute acceptation du sous-traitant par le MO.

**1.4 Sous-traitance**

L'entrepreneur est tenu de faire figurer dans l'Acte d'Engagement le nom du ou des sous-traitants, la nature et le montant de chacune des prestations qu'il envisage de sous-traiter et par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement.

**ARTICLE 2 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES****2.1 Caractère des prix**

Le présent marché ne comprend ni actualisation ni révision des prix.

**2.2 Modalités de paiement**

Les paiements seront effectués par virement bancaire dans le respect des délais légaux applicables en Nouvelle-Calédonie et après remise par le contractant d'une facture ou situation en bonne et due forme.

Le service comptabilité du FSH/FCH procède mensuellement à deux cessions de règlements.

Toute erreur ou omission relevée sur une facture ou situation qui obligerait le FSH/FCH à refuser le document décalerait d'autant le délai de règlement sans que le FSH/FCH ne puisse en être tenu pour responsable.

**2.3 Règlement des comptes**

Pendant le déroulement de la mission le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs.

Chaque décompte sera lui-même établi à partir d'un état indiquant les prestations effectuées par le titulaire depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission et dont les montants détaillés résultent de la ventilation indiquée dans l'Acte d'Engagement.

Les décomptes seront établis par le mandataire et calculés à chaque phase d'avancement, selon le détail ci-dessous :

Eléments de la mission de base	Exigibilité de l'acompte
Rendu intermédiaire du DPE	30% à l'approbation du MO
Rendu définitif du DPE	70% à l'approbation du MO

Après l'achèvement des prestations, il sera établi un décompte général fixant le montant total des sommes dues au prestataire au titre du présent marché.

Le décompte général du marché de maîtrise d'œuvre, établi et signé par le MO, est la somme des acomptes mensuels.

Il doit être notifié par le MO au prestataire dans un délai maximum de deux mois à compter de l'achèvement de la mission. Le prestataire dispose ensuite d'un délai d'un mois pour retourner ce décompte signé par lui avec ou sans réserve.

## 2.4 Demandes d'acomptes et factures dématérialisées

Les demandes d'acompte sont établies par le titulaire exclusivement selon le modèle du FSH/FCH.

Les demandes d'acompte et les factures signées par le titulaire sont transmises au MO au format électronique (format PDF) à l'adresse courriel suivante :

[factures@fsh.nc](mailto:factures@fsh.nc)

Attention pour être recevable chaque courriel ne devra contenir qu'un seul décompte ou facture.

Le fichier PDF de la demande d'acompte ou de la facture est dénommé comme suit :

**N°Opération-N°Tranche-N°PosteDépense-NomFournisseur-N°Décompte**

Tout décompte ou facture non conforme ou contenant des erreurs sera renvoyé au titulaire qui en accepte les conséquences en termes de délais de paiement.

## ARTICLE 3 - DÉLAIS - PÉNALITÉS POUR RETARD

### 3.1 Phase de réalisation des études

#### 3.1.1 Établissement des documents d'études

##### 3.1.1.1 - Délai

Les délais d'établissement des documents d'études et leur point de départ sont fixés dans l'AE.

##### 3.1.1.2 - Pénalités pour retard

En cas de retard dans la présentation des documents d'études, le prestataire subit sur ses créances des pénalités pour chaque phase de mission, dont le montant par jour calendaire de retard est fixé au 1/3000<sup>ème</sup> du montant des honoraires globaux du marché.

Les pénalités s'appliquent pour tout dépassement de délai y compris suite au refus justifié d'une phase d'étude par le MO.

#### 3.1.2 Réception des documents d'études

##### 3.1.2.1 - Présentation des documents

Afin de se prémunir de tout risque de refus par le MO entraînant un dépassement de délai, il est demandé qu'une présentation du rapport intermédiaire par résidence soit faite lors d'une réunion, au plus tard au milieu de son délai défini dans l'AE.

Les documents d'étude seront remis par le prestataire au MO pour vérification et approbation à l'achèvement de chaque phase.

Dans la semaine suivant la remise desdits documents, la maîtrise d'œuvre viendra au cours d'une réunion exposer son

étude au MO.

### 3.1.2.2 - Nombre d'exemplaires

Le nombre d'exemplaires des documents d'étude remis au MO pour vérification et réception est précisé ci-après:

Dossiers	Exemplaire en papier	Fichier numérique
Rapport intermédiaire	0	1
Rapport définitif	0	1

### 3.1.2.3 Autorisations et déclarations administratives

Sans objet

### 3.2 Phase de suivi d'exécution des travaux

Sans objet

## ARTICLE 4 - EXÉCUTION DE LA MISSION

### 4.1 Contacts et communication

Dans le cadre de l'administration du présent Contrat, les personnes suivantes seront à joindre prioritairement :

#### Service du Fonds Calédonien de l'Habitat :

- Responsable de sites : Grégory DAVID – [gdavid@fsh.nc](mailto:gdavid@fsh.nc) – 75 94 76
- Directeur Technique : Etienne VELUT – [evelut@fsh.nc](mailto:evelut@fsh.nc) – 75 69 46

#### Contacts du Prestataire :

- Personnels assurant la responsabilité des missions :
- Personnels assurant la supervision des équipes :

Le maître d'ouvrage attire l'attention que les **personnels affectés à la mission doivent être** habilités « DPE NC » et reconnus pour leurs engagements de qualité par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Les noms des personnes habilitées « DPE NC » doivent figurer sur la liste consultable sur le site internet <https://dimenc.gouv.nc> ou apporter la preuve d'habilitation auprès du service Énergie de la DIMENC. Il a la compétence nécessaire et les références attestant de cette compétence (dans le cas d'une entreprise avec plusieurs salariés, c'est bien la personne désignée comme "chargée du projet/responsable de la mission" qui doit posséder ces compétences et références).

#### Agence Calédonienne de l'Énergie :

L'Agence Calédonienne de l'Énergie (ACE) pourra être contactée en qualité d'accompagnant ou de support technique à la réalisation de la mission. Le contact à privilégier est :

- Directeur Adjoint : Jean-Christophe RIGUAL – [jean-christophe.rigual@agence-energie.nc](mailto:jean-christophe.rigual@agence-energie.nc)

### 4.2 Engagement du prestataire

#### 4.2.1 Engagement généraux :

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat portant sur l'exécution conforme de ses prestations à ses engagements contractuels et plus particulièrement du respect des niveaux de qualité et/ ou de planning.

Le titulaire prend acte de l'ensemble des prestations à fournir, de leur importance, de leur nature, des délais de leur réalisation et des dates de leur livraison.

Les titulaires seront responsables en toute circonstance et pour toutes causes que ce soit de l'ensemble des personnels intervenant pour leur compte et de leurs agissements notamment pour des faits d'accidents, de piratage ou de vols.

Le titulaire est soumis à une obligation générale de moyen de mise en garde, d'information et de conseil, incluant notamment l'appréhension des risques, de toute nature, induits par la réalisation des prestations objet du contrat, et ce, quelles que soient les compétences ou les connaissances du FSH dans le domaine concerné.

Le titulaire s'engage à conseiller le FSH dans le cas où ce dernier émettrait des demandes complémentaires nouvelles en cours d'exécution du présent contrat.

Pour toutes ses obligations, le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent contrat.

Le titulaire du présent contrat assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation, il est le seul responsable des dommages que l'exécution de la prestation peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant au FSH ou à des tiers.

En outre, le titulaire doit assurer la réparation des préjudices qu'il peut lui-même subir à l'occasion de l'exécution du contrat, et renonce ainsi à tout recours à l'encontre du FSH. Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait du FSH. De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits ceux habituellement retenus par la jurisprudence.

En cas de violations des obligations mentionnées ci-dessus, le contrat peut être résilié aux torts du titulaire.

#### **4.2.2 Engagement particuliers :**

Par la signature de ce contrat, les signataires s'engagent au respect des prescriptions techniques lors de la réalisation des études. Ils sont reconnus aptes à mener des études pour calculer l'étiquette énergie et autres indicateurs retenus. Le respect de cette présente clause est une condition indispensable pour permettre au maître d'ouvrage de rentrer dans un dispositif d'éco-conditionné de demande de subvention proposé par plusieurs organismes, aussi bien publics que privés.

#### **4.3 Engagement du MO**

Le FSH s'engage à collaborer de bonne foi et à mettre au service du titulaire toutes les ressources et informations nécessaires à la bonne exécution de la prestation.

Le FSH mettra à la disposition du titulaire du contrat l'ensemble des documents nécessaires à la réalisation des prestations. En cas de retard dans la remise des documents et des renseignements, le délai de la prestation est prolongé d'une durée égale à ce retard.

Le FSH facilitera, autant que de besoin, l'obtention des informations et renseignements demandés par le titulaire dans le cadre de sa mission.

Le FSH s'engage à fournir le nom et les coordonnées d'un interlocuteur privilégié en son sein, chargé du suivi de la bonne exécution de ce contrat (cf. article 5).

#### **4.4 Organisation de la mission**

##### **4.4.1 Déroulement de la mission**

Le contrat fixe le contenu et les modalités de réalisation des études et des rapports de diagnostic de la performance énergétique (DPE - moteur de calcul [dpe.gouv.nc](http://dpe.gouv.nc)) menées par le prestataire, afin d'en garantir la qualité au maître d'ouvrage. Ce document rappelle notamment les investigations à mener et les données minimales que le prestataire doit restituer au maître d'ouvrage (indicateurs clés etc.).

L'étude et le rapport DPE est un préalable aux actions visant à la maîtrise des consommations énergétiques d'un bâtiment. Il doit permettre de renseigner sur la performance énergétique d'un logement ou d'un bâtiment, en évaluant sa consommation conventionnelle d'énergie et en établissant une étiquette énergie pour connaître la consommation d'énergie primaire du bâtiment.

Dans un souci de qualité, le prestataire s'attachera à respecter les règles suivantes :

- utiliser la plateforme dpe.gouv.nc,
- préparer et visiter le bien à diagnostiquer pour prendre en compte toutes les données d'entrées (obligation),
- récolter les données d'entrée pour le calcul sur la plateforme dpe.gouv.nc,
- suivre une démarche rigoureuse explicitée et justifiée dans ses rapports d'études,
- ne pas intervenir dans un établissement vis-à-vis duquel il ne présenterait pas toute garantie d'objectivité, notamment sur des installations conçues, réalisées ou gérées pour l'essentiel par lui-même,
- n'adjoindre aucune démarche commerciale concernant des biens ou services ayant un lien avec les recommandations au cours de son intervention.

Lors de cette étude, le prestataire fera l'analyse de l'existant, en prenant en compte les modalités d'occupation et d'exploitation du bâtiment, la nature des activités hébergées et les équipements ainsi que tout autre paramètre pouvant peser sur les bilans thermiques et énergétiques.

Cette étude devra permettre, à partir d'une analyse détaillée des données du site, de proposer des prestations, de dresser une étiquette d'énergie, des indicateurs et d'amener le maître d'ouvrage à décider de faire des études complémentaires et des travaux d'investissements appropriés. Cette étude énergétique doit être l'état de référence initial qui permettra au maître d'ouvrage de pouvoir prendre les mesures nécessaires pour améliorer la cotation énergétique initiale.

#### 4.4.2 Modalités de réalisation de l'étude

Le DPE est réalisé suivant les exigences générales définies dans le **cahier des charges relatif à la formation au moteur de calcul DPE**.

Elle s'appuiera également sur les données existantes du bâtiment.

Pour chaque résidence, la prestation devra toujours comporter à minima les points suivants :

- Le recueil des informations disponibles auprès du maître d'ouvrage (plans des bâtiments, descriptif des installations / équipements, données de suivi énergétique, abonnements et contrats d'exploitation).
- le relevé sur le site, examen et description précis et minutieux des locaux (utilisation, état du bâti et des installations, exploitation, usages spécifiques des énergies, équipements particuliers, consommations facturées...), examen des modes de gestion, sans que cette liste soit limitative.
- l'utilisation du moteur de calcul dpe.gouv.nc pour établir son rapport DPE.
- l'exploitation et le traitement des données recueillies : l'édition d'un rapport contenant l'étiquette et les indicateurs.
- Un contrôle du fonctionnement des installations avec des outils d'investigations appropriés.

Ces propositions sont présentées à part, dans le rapport de synthèse directement utilisable par le maître d'ouvrage, pour lui permettre d'orienter son choix de travaux dans les meilleures conditions en fonction des indicateurs clés suivants :

- les données globales et générales du projet,
- les données globales du bâtiment,
- les modélisations réalisées de l'enveloppe et des équipements,
- les indicateurs retenus (étiquette, consommations, productions, ...).

#### **REMARQUES IMPORTANTES :**

Trois points méritent d'être soulignés :

- La phase initiale de l'étude, (relevés, examen, description des locaux, entretien avec le maître d'ouvrage, les usagers...) représente la partie fondamentale de l'étude. La qualité des relevés, l'analyse rigoureuse des informations saisies, la pertinence des observations et la recherche des possibilités d'intervention conditionnent la justesse des calculs et des simulations ultérieures et par voie de conséquence, l'intérêt des interventions techniques proposées.

- La phase centrale de l'étude (exploitation et traitement des données) doit utiliser le moteur de calcul dpe.gouv.nc développer pour prendre en compte les données générales du bâtiment et des équipements considérés. La méthode de calcul bien maîtrisée et le recours à l'informatique sont indispensables.
- Si certaines interventions sont complexes, les études complémentaires nécessaires doivent alors être mentionnées avant le rendu des résultats du diagnostic. Le prestataire établira en outre un court document correspondant au cahier des charges technique de l'étude complémentaire et le proposera au maître d'ouvrage.

#### 4.4.3 Rendus

##### Rendu intermédiaire

**Un mois après le démarrage de la mission et sur 1 résidence par lot**, le prestataire devra rendre un rapport détaillé et complet de son étude accompagné :

- des étiquettes énergétiques,
- du bilan énergétique
- des gisements exhaustifs d'économie d'énergie

##### Rendu définitif

Pour le(s) lot(s) concernés, l'ensemble du rapport détaillé accompagné des étiquettes énergétiques, du bilan énergétique et des gisements exhaustifs d'économie d'énergie devra être remis au maître d'ouvrage avant la fin du délai de mission indiqué à l'article 3 du présent contrat.

Les rapports devront :

- être clairs et lisibles, la forme du rendu est importante (illustrations, graphes, étiquette, données ...), elle facilite la décision et incite aux travaux.
- Faire des recommandations de travaux d'améliorations hiérarchisés, chiffrés, techniquement réalisables et fournir les données nécessaires pour la consultation d'entreprises. Pour chaque recommandation, le rapport précisera le retour sur investissement estimé, les gains énergétiques.
- comporter des annexes techniques complètes.

Plus particulièrement concernant le rapport synthétique, il :

- comportera au maximum 5 pages reprenant les conclusions générales du DPE et les étiquettes d'énergie.
- sera synthétique pour s'adresser à des non-initiés et les convaincre.
- utilisera des grandeurs physiques pouvant constituer des points de repère utiles mais ne pouvant remplacer les mesures et les calculs.
- offrira la rigueur et la souplesse nécessaires permettant d'effectuer une comparaison des consommations dites réelles (celles facturées ou mesurées), avec les consommations du moteur de calcul.
- fera référence au site <https://ecogeste.nc/> pour permettre la sensibilisation au gaspillage énergétique.

## ARTICLE 5 - ACHÈVEMENT DE LA MISSION - RÉSILIATION DU MARCHÉ - CLAUSES DIVERSES

### 5.1 Achèvement de la mission

La mission du titulaire s'achève dès la validation des rapports définitifs finaux par le MO.

### 5.2 Résiliation du marché

Le marché pourra être résilié par anticipation et de plein droit, dans tous les cas prévus par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet d'un marché privé (NF P03-001).



D'accord parties, en sus des cas prévus dans le CCAG marchés privés ci-dessus cité, le MO pourra résilier le marché si l'agrément de défiscalisation n'était pas obtenu pour l'opération, sur simple notification de cette non obtention au titulaire, faite par écrit en recommandé avec accusé de réception.

**Le MO pourra également résilier le marché dans les cas énoncés ci-dessous.**

#### 5.2.1 Résiliation pour évènements extérieurs au marché

**Décès ou incapacité civile du titulaire** : conformément aux dispositions 1795 du code civil, la résiliation si elle est prononcée prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

**Redressement ou liquidation judiciaire** : en cas de redressement judiciaire, le marché est résilié si après une mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L 622-13 du code de commerce NC, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si après une mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L 641-11-1 du code de commerce NC, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation si elle est prononcée n'ouvre droit pour le titulaire, à aucune indemnité.

Dans le cadre d'un groupement, cet article peut être applicable à un seul cotraitant du groupement dès lors qu'il se trouve dans une des situations prévues dans cet article.

**En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire** compromettant la bonne exécution du marché, le MO peut résilier le marché. Cette résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

#### 5.2.2 Résiliation pour évènements liés au marché

**Difficulté d'exécution du marché** : lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché de nature à compromettre financièrement le projet, le MO peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire. Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le MO résilie le marché.

**Ordre de service tardif** : si le démarrage des prestations est ordonné dans un délai supérieur à 6 mois à compter de la notification du marché, le titulaire peut refuser d'exécuter cet ordre de service. Le titulaire dispose alors d'un délai de 15 jours, courant à compter de la date d'envoi de sa décision de refus au MO, pour proposer une nouvelle date de démarrage des prestations. A l'expiration de ce délai, s'il n'a proposé aucune autre date, il doit exécuter les prestations à la date demandée. En cas de refus du MO à la proposition de nouvelle date qui lui aura été faite, le titulaire peut demander la résiliation du marché. Cette résiliation ne peut lui être refusée. Le titulaire est indemnisé des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution.

#### 5.2.3 Résiliation à l'initiative du MO

Dans l'hypothèse d'une résiliation à l'initiative du MO, l'indemnité de résiliation est fixée à 1% des prestations restantes à réaliser, hors taxe.

Dans le cas d'un contrat à tranches, ne seront pris en compte que les montants de la tranche ferme et des tranches optionnelles affermies.

#### 5.2.4 Résiliation contractuelle aux torts du MOE

**Le MO peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :**

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- b) Des moyens ont été mis à la disposition du titulaire, et celui-ci en use pour satisfaire un objet autre que son marché, ou ne remet pas en état, ne remplace pas ou ne rembourse pas la valeur résiduelle à la date de disparition ou du sinistre d'un moyen mis à disposition qui a été endommagé, détruit ou perdu ou ne restitue pas les moyens mis à disposition au terme de l'exécution ou au terme fixé par le marché ;

- c) Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- d) Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par le MO sur le lieu d'exécution des prestations prévues par le marché ;
- e) Le remplaçant de la personne morale désignée pour assurer la conduite des prestations est récusé, à défaut de désignation d'un nouveau remplaçant dans un délai d'un mois, ou de récusation de celui-ci dans un délai d'un mois ;
- f) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance ;
- g) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances ;
- h) Le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- i) Le titulaire n'a pas communiqué sans délai au MO les modifications de nature à compromettre la bonne exécution du marché (modifications survenues au cours de l'exécution du marché se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché) ;
- j) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- k) Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité ;
- l) Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- m) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché s'avèrent inexacts.

**Sauf dans les cas prévus aux j, l et m ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.**

La mise en demeure devra être notifiée par écrit et envoyée en recommandé avec accusé de réception ou remise contre émargement au destinataire ou son représentant. Le titulaire disposera d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

**La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.**

**En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des dispositions suivantes :**

- a) le MO pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le contrat aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, de par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire ou acceptée sans observation par le titulaire.

La décision de résiliation sera expressément mentionnée dans un ordre de service. Dans ce cas, la notification du décompte de résiliation par le MO au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau contrat passé pour l'achèvement des prestations.

- b) le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

- c) La fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec un abattement égal à la plus-value générée par la résiliation/reprise d'un nouveau contrat avec une entreprise tierce.

Dans le cadre d'un groupement, cet article peut être applicable à un seul cotraitant du groupement dès lors qu'il se trouve dans une des situations prévues dans cet article.

### 5.3 Assurance – Obligations fiscales et sociales

Le titulaire doit contracter une assurance garantissant sa responsabilité découlant du Code des assurances applicable en Nouvelle-Calédonie ainsi que des dispositions des articles 1792 et suivants et 2270 du Code Civil. Le titulaire doit adresser au MO une attestation le prouvant dans les 15 jours de la notification du présent contrat. Le cas échéant, il devra transmettre sous 15 jours de chaque échéance une nouvelle attestation valide.

Les polices d'assurance devront prévoir des montants de garanties suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

Le mandataire s'engage à obtenir de ses cotraitants, ou sous-traitants, la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans le respect des dispositions applicables en Nouvelle-Calédonie.

Le titulaire s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

Le titulaire déclare être à jour de ses obligations fiscales et sociales, ainsi que ses sous-traitants.

Le titulaire certifie que les travaux seront réalisés avec des salariés employés régulièrement au regard des dispositions du code du travail de la Nouvelle-Calédonie.

### 5.4 Modification du contrat

Le MO se réserve le droit de diminuer sans indemnité de dédit, et sans que cela puisse donner droit à réclamation de la part du titulaire, la mission prévue dans le présent marché, à tout moment, à sa discrétion, par simple Ordre de Service, à condition que cette décision intervienne au terme d'une phase de la mission correspondant à un élément normalisé tel que défini à l'article 1.1.

Toutefois, en cas de modification notable dans le programme de l'opération, prévu dans le présent marché, un nouveau montant d'honoraires sera établi par avenant, sans modifier la rémunération de la partie de la mission déjà exécutée.

### 5.5 Compensation conventionnelle

Il est convenu la possibilité d'opérer compensation des créances et dettes réciproques, s'il devait en exister, même dans le cas de contrats ayant des liens économiques différents, mais ayant pour titulaires les parties signataires aux présentes.

### 5.6 Election de domicile – Attribution de juridiction

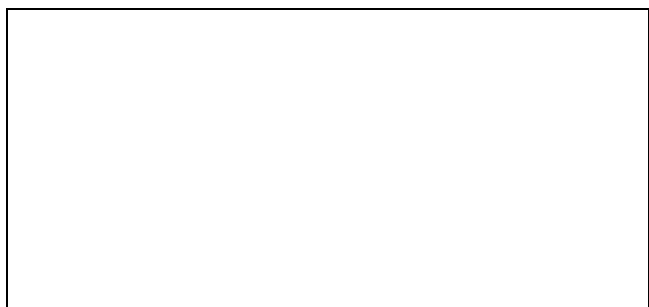
Les parties font élection de domicile en leur siège social respectif tel que mentionné en tête des présentes.

En cas de désaccord sur l'exécution ou l'interprétation du présent contrat et à défaut d'être réglé par accord consensuel, le litige sera porté devant la juridiction compétente de Nouméa.

---

Fait à Nouméa, le JJ/MM/AAAA en un (1) exemplaire original

**Le titulaire <sup>(1)</sup> :**



(1) Le nom de la personne apposant sa signature est reproduit en lettres capitales sous sa signature qui est précédée de la mention « Lu et Approuvé » + tampon

***Le Maître de l’Ouvrage:***

Pour la Directrice Générale Déléguée du F.C.H. et par  
délégation,

Le Directeur Technique  
*Etienne VELUT*